

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR
DU CANDIDAT REPRENEUR
D'UNE ENTREPRISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE**

Je soussigné, M.....
Demeurant
en tant que pollicitant à la reprise de l'entreprise

DECLARE SUR L'HONNEUR, conformément à l'article 642-3 du Code de Commerce que :

- ✓ Je ne suis ni parent ni allié jusqu'au deuxième degré inclusivement du dirigeant de la société ou du débiteur, personne physique de l'entreprise objet de mon offre,
- ✓ Je ne suis ou n'ai été contrôleur au cours de la procédure directement ou par personne interposée.

Je déclare en outre n'avoir jamais été condamné à une interdiction de gérer ou fait l'objet d'incapacité commerciale quelconque résultant d'une décision de justice civile ou pénale, ni faire l'objet actuellement de poursuites en ce sens.

Je ne suis personnellement ni dirigeant, ni exploitant d'une entreprise en situation de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire non clôturée.

Je n'ignore pas que la présente déclaration est destinée à être produite en justice et que je m'expose, de ce fait, à des poursuites pénales et civiles en cas de fausse déclaration.

J'ajoute que je m'interdis, pour le cas où la cession serait ordonnée à mon profit, de transmettre directement ou indirectement, sous quelque manière que ce soit, tout ou partie du capital social ou de l'actif, au(x) dirigeant(s) ou associés (personnes physiques ou morales) de l'entreprise faisant l'objet du redressement judiciaire.

Je m'engage en outre, pour le cas où je constituerais une société en vue de la reprise de l'entreprise, à ne pas faire appel, sauf éventuellement en qualité de salarié, au(x) dirigeant(s) ou associés de l'entreprise faisant l'objet de la procédure de redressement judiciaire.

La présente est faite sur l'honneur pour servir et valoir ce que de droit et pour être transmise au Tribunal.

Date :

* Signature :

* Faire précéder la signature de la mention manuscrite "**Certifiée sur l'honneur, sincère et véritable, pour être produite en justice**".

**ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE
DU CANDIDAT REPRENEUR
D'UNE ENTREPRISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE
ET CONNAISSANCE DU CARACTERE ALEATOIRE
DE LA CESSION JUDICIAIRE**

Je soussigné.....
Demeurant
en tant que pollicitant à la reprise de la société
qui bénéficie d'une procédure de redressement judiciaire par jugement du Tribunal de Commerce
de CANNES en date du 29 novembre 2022,

DECLARE avoir sollicité un dossier de reprise auprès de l'Administrateur Judiciaire,

PREND ACTE que les éléments communiqués dans le dossier de reprise sont de nature très confidentielle,

PREND ACTE que les éléments communiqués dans le dossier de reprise ont pour seul objet de me permettre de formaliser une offre de reprise et ne sauraient faire aucune utilisation autre que celle prévue par le livre VI du Code de Commerce,

M'ENGAGE, en conséquence, à n'utiliser le dossier de reprise qu'à la seule fin de me permettre de formaliser une offre de reprise et de manière générale, à ne pas utiliser les informations qui seront en ma possession d'une manière préjudiciable aux intérêts de la société,

M'ENGAGE à ne communiquer ce dossier de reprise à quiconque sauf mes Conseils habituels, dont les noms devront être communiqués sans délai à l'Administrateur Judiciaire. Ces Conseils seront tenus de respecter le présent engagement de confidentialité.

M'ENGAGE à ne pas débaucher toute personne faisant partie de la société,

PREND ACTE que les éléments fournis dans le dossier de reprise ne sauraient engager la responsabilité de l'Administrateur Judiciaire dans la mesure où une offre a un caractère unilatéral, en sorte que chaque candidat repreneur est invité à vérifier, par lui-même et par ses Conseils, la nature, la portée, la cohérence, la réalité, la certitude des éléments transmis pour information et recueillis au sein de la société et à déterminer seul le périmètre de sa proposition,

PREND ACTE qu'aucun des éléments remis ne saurait conférer un droit à quiconque,

PREND ACTE que le plan de cession ordonné par le Tribunal ayant un caractère éminemment aléatoire, les garanties ordinaires du droit commun et des vices cachés ne peuvent recevoir application en vertu de la jurisprudence actuelle de la Cour de Cassation.

La durée de cet engagement de confidentialité est de cinq (5) années à compter de sa signature.

La présente est faite sur l'honneur pour servir et valoir ce que de droit et pourra être produite en justice.

Date :

Signature (*nom et prénom en lettres majuscules*) :
Joindre la copie recto verso de la carte d'identité.